

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
11 novembre 2004
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 9 novembre 2004, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Nigéria
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En ma qualité de Représentant du Président en exercice de l'Union africaine, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un communiqué adopté par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, à sa dix-neuvième session tenue le 8 novembre 2004 à Addis-Abeba, concernant la situation en Côte d'Ivoire (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Nigéria,
Représentant du Président en exercice de l'Union africaine,
(Signé) Aminu Bashir **Wali**



**Annexe à la lettre datée du 9 novembre 2004, adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Communiqué adopté par le Conseil de paix et de sécurité
à sa dix-neuvième session**

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA), s'étant réuni le 8 novembre 2004 (dix-neuvième session) pour examiner la situation en Côte d'Ivoire :

1. *Se déclare profondément préoccupé* par la récente dégradation de la situation en Côte d'Ivoire, à la suite du manque de progrès dans la mise en œuvre des engagements pris par les parties à l'Accord d'Accra III, notamment les récentes attaques lancées par les forces gouvernementales contre des localités dans la partie nord du pays;

2. *Approuve* la Déclaration publiée à Ota (Nigéria) le 6 novembre 2004, à la suite des consultations de haut niveau entre l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), sous les auspices du Président de l'Union africaine, M. Olusegun Obasanjo, ainsi que la Déclaration du Président de la Commission de l'Union africaine, M. Alpha Oumar Konaré, en date du 7 novembre 2004;

3. *Demande instamment* au Gouvernement ivoirien et à toutes les parties concernées de faire preuve de la plus grande retenue et d'assurer la sécurité et la protection des personnes et des biens. Le Conseil prie de même instamment toutes les parties de s'abstenir de toute déclaration incitant à la haine et à la violence et leur demande de prendre des mesures permettant de réduire la tension et de favoriser la réconciliation et l'unité nationales;

4. *Se déclare profondément préoccupé* par la grave dégradation de la situation humanitaire en Côte d'Ivoire et lance un appel à la communauté internationale et aux organisations humanitaires pour qu'elles fournissent l'aide nécessaire aux populations affectées. À cet égard, le Conseil demande instamment à toutes les parties concernées de créer un climat propice à l'acheminement en toute sécurité de l'aide humanitaire;

5. *Réaffirme* la nécessité impérieuse de parvenir à une solution politique du conflit en Côte d'Ivoire et engage vivement toutes les parties à mettre immédiatement fin aux actions militaires et autres actes d'hostilité. Le Conseil leur demande en outre instamment de s'engager de nouveau sur la voie du dialogue et de la négociation sur la base des Accords de Linas-Marcoussis et d'Accra III;

6. *Appelle* toutes les parties à coopérer pleinement avec l'ONUCI et la force Licorne en vue de préserver la paix et la sécurité dans le pays. À cet égard, le Conseil se félicite de la décision du Conseil de sécurité de l'ONU de renforcer le mandat de l'ONUCI. Le Conseil appelle en outre les États Membres à se tenir prêts à contribuer à l'élargissement, en cas de nécessité, des forces de l'ONUCI;

7. *Appuie* la décision prise par le Président de l'Union africaine, à la suite des consultations de haut niveau menées à Ota entre l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, de charger le Président

Thabo Mbeki d'Afrique du Sud d'entreprendre d'urgence une mission, en consultation avec le Président de la Commission de l'Union africaine, en vue de promouvoir une solution politique. À cet égard, le Conseil demande à ses membres d'accorder leur plein appui au Président Mbeki dans l'accomplissement de sa mission;

8. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.
-